

LE SYNDICALISME FRANCAIS ET LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : DE L'UNITE A L'ECLATEMENT

Avant la Première Guerre mondiale, il n'y avait en France qu'une seule organisation syndicale : la Confédération Générale du Travail (CGT), formée en 1895 au congrès de Limoges, par la fusion de la Fédération Nationale des Syndicats (FNS), qui regroupait les syndicats par branches professionnelles, et de la Fédération Nationale des Bourses du Travail, qui rassemblait des syndicats de toutes professions sur une base locale. La FNS était dirigée par des socialistes de tendance « guesdiste », du nom du fondateur marxiste du Parti ouvrier français, **Jules Guesde** (1845-1922), tandis que le secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, **Fernand Pelloutier** (1867-1901) était anarchiste. En elle-même, la fusion de 1895 était un événement, qui précédait de dix ans la fusion de tous les groupes socialistes en un seul Parti socialiste unifié, section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), sous l'égide de Jean Jaurès. Or, après la guerre, le paysage syndical est marqué par un éclatement destiné à durer... jusqu'à nos jours. Comment en est-on arrivé là ?

LES POSITIONS DU MOUVEMENT OUVRIER SUR LA GUERRE AVANT 1914

La Première Guerre mondiale n'est pas arrivée comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Dans les milieux syndicalistes et socialistes, on avait parfaitement perçu la montée des périls, à travers la course aux armements entamée dès la fin du XIX^e siècle entre les trois grandes puissances impérialistes de l'époque, France, Allemagne, Royaume-Uni. Cette course fut ponctuée de crises, notamment l'affaire de Fachoda qui opposa la France et l'Angleterre au Soudan en 1898 et les deux crises marocaines entre la France et l'Allemagne, en 1905 et en 1911. En effet, les principaux litiges ne concernaient pas tant l'Alsace-Moselle, allemande depuis 1871, que la pénétration coloniale en Afrique et le partage de ce continent.

Un principe de base : l'internationalisme

Aux origines, syndicalistes et socialistes de diverses obédiences étaient regroupés dans la Première internationale (officiellement « Association Internationale des travailleurs »), fondée en 1864, entre autres par **Karl Marx**. Préconisant « l'union fraternelle entre les classes ouvrières des diverses contrées » (préambule des statuts), l'Internationale souhaitait que « tous les groupes de l'Association puissent agir simultanément et d'une manière uniforme », notamment « dans les cas de querelles internationales ». L'épreuve du feu eut lieu dans l'été 1870, à l'occasion de la guerre franco-prussienne : tandis que les internationaux français, dont beaucoup étaient déjà emprisonnés, dénoncèrent la guerre comme « moyen détourné des gouvernements pour étouffer les libertés publiques », les députés socialistes allemands **Wilhelm Liebknecht** et **August Bebel** refusèrent de voter les crédits de guerre et s'opposèrent à l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne unifiée (ce qui leur valut deux ans de forteresse pour haute trahison).



August Bebel

Certes, l'Internationale ne survécut pas au conflit entre les partisans de Marx et ceux de **Bakounine**, mais la cohérence des positions développées des deux côtés de la frontière facilita la reconstitution ultérieure d'une Internationale socialiste en 1889 d'une part, d'une internationale syndicale d'autre part.

Que faire en cas de guerre ?

En France, avant la Première Guerre mondiale, la CGT était la seule confédération syndicale de salariés. Elle était alors largement influencée par les courants syndicalistes-révolutionnaires et anarchistes, qui professaient l'antimilitarisme, au même titre d'ailleurs que certains courants socialistes d'extrême-gauche. Au congrès de 1906, celui qui vota la fameuse « **Charte d'Amiens** » définissant les rapports entre partis et syndicats, **Georges Yvetot**, numéro deux de la CGT, proposa une motion qui dénonçait non seulement l'intervention souvent meurtrière de l'armée dans les conflits sociaux, mais aussi - ce que ne faisaient pas tous les syndicalistes de l'époque - les guerres « entre nations ou coloniales ». Cette motion, qui fut adoptée par 484 voix contre 300, préconisait en conséquence « toute action de propagande anti-militariste et anti-patriotique ». Dans la pratique, la CGT diffusait déjà une

brochure intitulée *Nouveau manuel du soldat* (diffusée à 200 000 exemplaires avant 1914) qui valut à Yvetot des poursuites judiciaires. Remarquons aussi au passage qu'à cette occasion, le représentant du syndicat des ardoisiers de Trélazé à ce congrès, **Ludovic Ménard** (1855-1935), avait prudemment voté blanc¹.

Restait la question qui taraudait tous les dirigeants syndicaux ou socialistes : quelle réaction adopter en cas de déclaration de guerre ? Pour les syndicalistes révolutionnaires et l'extrême-gauche socialiste, le monde du travail devait empêcher la guerre en déclenchant une grève générale qui paralyserait les opérations militaires. Yvetot alla même plus loin dans un discours en 1911, en proposant de tourner les fusils « contre ceux qui auraient déchaîné la guerre ». Mais c'était sans compter avec le bourrage de crâne nationaliste, commencé dès l'école primaire, prônant la thématique de la revanche nécessaire pour récupérer l'Alsace et la Lorraine. De fait, en 1914, ni en Allemagne, où la social-démocratie influençait déjà un bon tiers des électeurs, ni en France, ni dans aucun autre pays en guerre, n'eurent lieu ne serait-ce que des tentatives de grève contre la guerre.

En revanche, l'Internationale socialiste, à son congrès de Stuttgart en 1907, avait voté un amendement à une résolution dénonçant les dangers de guerre : au cas où la guerre éclaterait quand même, le mouvement ouvrier et socialiste devrait « utiliser la crise économique et politique créée par la guerre pour précipiter la chute de la domination capitaliste ». Cet amendement avait été proposé au vote par un certain... **Lénine** (et aussi par **Rosa Luxemburg**²).



Rosa Luxemburg

LES SYNDICALISTES FRANÇAIS PENDANT LA GUERRE

Personne ne sait quelle position **Jaurès** aurait adoptée face à la guerre, puisqu'il a été assassiné le 31 juillet 1914, quelques jours avant son déclenchement, mais on connaît celle de **Léon Jouhaux** (1879-1954), secrétaire de la CGT depuis 1909. En effet, le 4 août 1914, aux obsèques de Jaurès, il déclare : « Au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand ». En fait, Jouhaux lui-même n'alla pas sur le champ de bataille, car il bénéficia d'un sursis d'appel. Il échappa aussi à une arrestation, car le ministre de l'Intérieur, Malvy, après avoir sondé quelques « représentants autorisés du monde ouvrier », décida de ne pas appliquer les mesures d'internement administratif qui visaient depuis longtemps les antimilitaristes inscrits au Carnet B (à Trélazé, l'anarchiste **Boulan** fut cependant brièvement arrêté par la gendarmerie avant d'être libéré sur ordre du préfet).



Léon Jouhaux

Il faut dire à la décharge de Jouhaux que c'est l'ensemble de la direction de la CGT, sous la pression d'une énorme propagande nationaliste, qui était passée en quelques jours du slogan « Guerre à la Guerre » (manchette de *la Bataille Syndicaliste*, quotidien officieux de la CGT, le 29 juillet 1914) à la dénonciation de « l'impérialisme allemand », présenté comme unique fauteur de guerre avec l'Autriche. Parallèlement, trois dirigeants socialistes entrèrent au gouvernement dès le 27 août : **Jules Guesde**, pourtant « marxiste historique » depuis les années 1880, comme ministre sans portefeuille, ainsi que Marcel Sembat aux Travaux publics et Albert Thomas comme sous-secrétaire aux Munitions (et ministre de l'Armement en 1916). En Allemagne comme en France, les socialistes votèrent les crédits de guerre sans rechigner, à l'exception du député socialiste allemand **Karl Liebknecht**³ (1871-1919) qui eut le courage de s'y opposer dès décembre 1914 (il sera incarcéré en 1916 puis assassiné en janvier 1919).



Karl Liebknecht
en 1916

Face à cette « union sacrée » qui dura en France jusqu'en septembre 1917, rares furent les militants de la CGT qui tentèrent de maintenir l'ancienne orientation antimilitariste et pacifiste. Il faut dire que beaucoup de militants

¹ Cf. 1906, le congrès de la Charte d'Amiens, Institut CGT d'Histoire Sociale, 1983, page 439.

² Originaire de Pologne russe, Rosa Luxemburg (1871-1919) a été une des dirigeantes de la gauche de la social-démocratie allemande avant 1914. Emprisonnée pendant la guerre, elle a fondé le Parti communiste allemand avec Karl Liebknecht en décembre 1918. Elle fut assassinée avec ce dernier en janvier 1919.

³ Karl Liebknecht était le fils de Wilhelm Liebknecht.

étaient partis au front et que les effectifs syndicaux avaient chuté brutalement. De fait, beaucoup de syndicats ne réapparurent qu'à la fin de la guerre, au mieux en 1917, notamment avec les grèves de femmes contre la vie chère.

Seules quelques grandes figures ne cédèrent pas à la vague chauvine, principalement les fondateurs de la revue *La Vie Ouvrière*, comme **Pierre Monatte** (1881-1960), qui démissionna du Comité Confédéral National de la CGT en décembre 1914 pour protester contre ce qu'il appela « le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes », et **Alfred Rosmer** (1877-1964), mais aussi la majorité des dirigeants de la **Fédération des Instituteurs**. Celle-ci fut d'ailleurs souvent en première ligne, n'hésitant pas, par exemple, à diffuser clandestinement des manifestes pacifistes et internationalistes dès l'été 1915.

La répression ne manqua donc pas de s'abattre sur les instituteurs et les institutrices opposés à l'union sacrée. C'est ainsi que **Julia Bertrand**, institutrice dans les Vosges, fut arrêtée le 21 août 1914 et internée plusieurs mois, d'abord dans une caserne, puis dans un « camp de concentration de suspects » en Haute-Loire, avant d'être purement et simplement révoquée (elle ne sera réintégrée qu'en 1925). D'autres militant-e-s, comme les angevins **Louis et Gabrielle Bouët**, ou la libertaire **Marie Guillot** (1880-1934), ne furent révoqué-e-s qu'à la suite des grèves de 1919-1920. La revue de la Fédération, *l'Ecole Emancipée*, même censurée, fut jugée encore trop « internationaliste » par le gouvernement, et donc suspendue dès le 24 octobre 1914 (elle reparaitra sous d'autres noms : *L'Ecole*, puis *L'Ecole de la Fédération*). La secrétaire fédérale elle-même, la militante féministe **Hélène Brion** (1882-1962), fut traduite en conseil de guerre en mars 1918 pour avoir participé à la diffusion de brochures pacifistes, dont le compte rendu de la Conférence internationale de Zimmerwald (elle fut condamnée pour cela à trois ans de prison avec sursis).



Marie Guillot

C'est précisément à la **Conférence de Zimmerwald** (tenue du 5 au 8 novembre 1915 en Suisse) que se rendirent deux syndicalistes français, **Alphonse Merrheim** (1871-1925), secrétaire de la Fédération CGT des Métaux, et **Albert Bourderon** (1858-1930), de la Fédération du Tonneau. Cette première reprise des relations internationales depuis août 14 pour le mouvement ouvrier rassembla une quarantaine de délégués - syndicalistes et/ou socialistes - de onze nationalités, dont huit Russes (**Lénine** et **Trotsky** entre autres), dix Allemands, cinq Polonais, trois Italiens, etc. C'est cette conférence qui marqua le début de la contre-offensive des internationalistes dans le mouvement ouvrier européen. Par la suite, certains participants comme Merrheim abandonnèrent ce combat pour ne pas avoir à rompre avec Jouhaux ou par peur de la répression. D'autres s'engagèrent après la guerre, au moins pour un temps, dans les rangs de l'Internationale communiste avant que celle-ci ne soit caporalisée par **Staline** à partir de 1924⁴.



Léon Trotsky

L'ECLATEMENT DU SYNDICALISME FRANÇAIS APRES LA GUERRE : LA SCISSION CGT-CGTU

Promise pour être courte, la Première Guerre mondiale s'éternisa dans les tranchées. En 1917, lors des offensives à répétition pour gagner quelques inutiles centaines de mètres de terrain au prix d'un flot de sang, les soldats commencèrent à se mutiner. Le premier pays à sortir de la guerre fut la Russie : dans un premier temps, le tsar Nicolas II fut déposé par la révolution de février 1917, puis, le nouveau gouvernement maintenant l'engagement du pays dans le conflit et refusant le partage des grands domaines de la noblesse, le soldat russe décida de désertir massivement et de faire la révolution sociale au village. Le 25 octobre, l'insurrection urbaine de Petrograd/Saint-Pétersbourg couronna ce processus et donna le pouvoir aux « soviets », les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats dont les socialistes dits « bolchéviks », avec Lénine et Trotsky, avaient gagné la majorité dans le courant de l'été. Ce fut le début d'un cycle de révolutions et de contre-révolutions qui marqua la première moitié du XX^e siècle.

La victoire des bolchéviks russes, rebaptisés communistes, et la création en mars 1919 à Moscou de l'Internationale communiste, concrétisèrent une **scission mondiale du mouvement ouvrier**, déjà effective pendant

⁴ Pierre Monatte et Alfred Rosmer furent exclus du Parti communiste en décembre 1924 comme « ennemis du prolétariat » !

la guerre, tant des partis socialistes que des syndicats. D'un côté se rangèrent ceux qui ne voulaient pas désavouer leur soutien à la guerre dans le cadre de « l'Union sacrée » avec les classes et les partis dominants, de l'autre ceux qui n'avaient pas oublié les fondements du socialisme et la dénonciation des guerres impérialistes.

En France, le Parti socialiste SFIO fut traversé par plusieurs courants pacifistes et/ou révolutionnaires qui prirent de l'ampleur avec le retour des soldats - et donc des anciens militants, du moins ceux qui avaient survécu - en 1919 : ainsi, au congrès socialiste de Strasbourg (février 1920), les militants décidèrent à 92 % de quitter l'Internationale socialiste, sanctionnant ainsi sa faillite de 1914, puis, en décembre, au **congrès de Tours**, ils votèrent - à une majorité forte, mais moins écrasante (70 %), l'adhésion à la Troisième internationale (communiste). A noter que c'est la minorité regroupée autour de Léon Blum qui fit scission en décidant de maintenir « la vieille maison », la SFIO.



Le congrès socialiste de Tours (1920)

Dans la CGT, les débats n'étaient pas moins virulents. Ils redoublèrent au printemps 1920, quand la direction de la CGT saucissonna les mouvements de grève en « vagues successives » (d'abord les métaux, ensuite le bâtiment, puis les transports, etc.) qui échouèrent toutes... successivement ! 18 000 cheminots, soit 5 % du personnel des différentes compagnies, furent alors révoqués. Cette tactique désastreuse fut dénoncée au Comité confédéral national de la CGT par la minorité, qui aurait souhaité le déclenchement d'une grève générale, et qui décida de créer des **Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR)** pour la préparer. Dans cette minorité se regroupaient non seulement ceux des socialistes qui s'étaient opposés à l'Union sacrée de 1914, mais aussi les anarchistes, une bonne partie des anciens syndicalistes-révolutionnaires d'avant-guerre, et plus généralement tous ceux qui voulaient en découdre avec un système capitaliste générateur de guerres et de misère sociale.

Les minoritaires étaient bien entendu encouragés par la montée des grèves et des révolutions dans toute l'Europe : les Empires russe, austro-hongrois, turc et allemand s'étaient effondrés en 1917-1918, des conseils d'ouvriers et de soldats avaient fleuri un peu partout sur le modèle russe, jusqu'en Alsace-Lorraine, des républiques socialistes avaient même été proclamées en Hongrie et, plus brièvement, en Bavière. De plus, dans l'été 1920, l'Armée rouge était aux portes de Varsovie, après deux années d'une guerre civile en Russie attisée par l'intervention des grandes puissances (USA, France, Royaume-Uni, Japon) contre le nouveau régime.

En octobre 1920, au congrès d'Orléans de la CGT, le débat porta comme dans le Parti socialiste sur la question de l'affiliation internationale : fallait-il rester dans l'Internationale « réformiste » d'Amsterdam, ou bien adhérer à l'Internationale Syndicale rouge qui venait d'être fondée à Moscou ?

Pour contrer l'influence grandissante des minoritaires dans la CGT, la majorité formée autour de Léon Jouhaux chercha en vain à utiliser contre les CSR la Charte d'Amiens adoptée en 1906, qui prônait l'indépendance de la confédération par rapport aux partis politiques : les minoritaires n'hésitèrent pas à rappeler l'alignement de Jouhaux sur la politique du Parti socialiste et du gouvernement en 1914... Les majoritaires, menacés d'être submergés par la même vague qui avait balayé Léon Blum à Tours, entamèrent alors des procédures d'exclusion des minoritaires, qui étaient en train de prendre le contrôle d'une série d'Unions départementales et de Fédérations. Ces manœuvres permirent à Jouhaux de conserver de justesse la majorité au congrès de Lille (juillet 1921), mais poussèrent la minorité à fonder en 1922 une nouvelle centrale, la **CGT Unitaire (CGTU)**, qui exista jusqu'à la réunification de 1936.

C'est à cette nouvelle confédération, dirigée dans un premier temps par les communistes, les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires, qu'adhéra la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs (FNSI), désormais **Fédération Unitaire de l'Enseignement (FUE)**. Animée entre autres par Louis et Gabrielle Bouët, la FNSI s'était courageusement affiliée à la CGT dès 1909, bravant ainsi l'interdiction des syndicats dans la Fonction publique. La CGT était dès lors débarrassée de ses éléments les plus révolutionnaires. La Fédération des Amicales d'Instituteurs, qui avait été liée avant-guerre aux gouvernements dirigés par les radicaux, lesquels comptaient sur les « hussards

noirs » de la République pour lutter contre l'influence des royalistes et de l'Église catholique, décida alors de rejoindre la CGT, sous le nom de **Syndicat National** des Instituteurs (SN).

Signalons pour finir que la scission CGT-CGTU avait été précédée en 1919, au cœur de la première vague de grèves qui suivit la fin de la guerre, par la création de la **Confédération française des travailleurs chrétiens** (CFTC), avec l'appui de l'Église catholique, qui voyait d'un très mauvais œil la croissance d'un mouvement ouvrier révolutionnaire largement anticlérical. Dans ses statuts, la CFTC se référait explicitement à la doctrine sociale de l'Église. Réticente face à la grève, elle prônait la collaboration avec le patronat et non la lutte des classes. Cependant, dans leur grande majorité, ses militante-e-s participèrent aux grandes grèves de mai-juin 1936, sans toutefois que leur confédération soit invitée aux discussions qui aboutiront aux Accords Matignon, faute de représentativité suffisante⁵.

Frédéric Dabouis

⁵ En 1937 la CFTC atteindra 500 000 adhérents, loin quand même des 4 millions de la CGT réunifiée.